Débranchons le cadavre chaud de la V^{ème} République avant que la mafia qui la maintient en survie ne détruise le peuple !

Christian COTTEN, Psychosociologue infrequentable, complotiste diplômé de l'Université de Sirius depuis 1994.

15 novembre 2022.

Début 2021, un groupe de juristes français spécialisés en droit international et en histoire du droit constitutionnel, réuni autour de Maître Fabrice Bonnard, avocat du Nouvel État de Savoie et président du Conseil National de l'État de Savoie, m'a sollicité comme porte-parole de son travail, qui offre une issue juridique efficace à la crise actuelle, pour revenir à un État de Droit dans ce pays. La majorité d'entre nous avons désormais compris que le trucage du jeu électoral ne permettait aucune issue et qu'il fallait donc inventer autre chose.

Depuis plusieurs décennies, les élites occidentales sous l'emprise des idéologies eugénistes, malthusiennes et transhumanistes héritées du nazisme ont préparé une guerre multidimensionnelle contre les peuples de la terre, dans le but de réduire la population humaine à quelques centaines de millions, tout en installant un contrôle totalitaire sur des esclaves au service d'une élite de prédateurs de 100 millions d'êtres dont l'on peut se demander s'ils sont encore humains.

Si les Allemands ont bien perdu la seconde guerre mondiale, les nazis l'ont gagnée. Ce sont leurs héritiers qui gouvernent aujourd'hui une grande part du monde occidental. Le ménage n'est pas fini.

Pulvérisations chimiques de la géo-ingénierie, empoisonnements par de faux médicaments et vaccins-poisons, alimentation industrialisée à outrance, de moins en moins nourrissante et de plus en plus toxique, brouillards électromagnétiques de plus en plus intenses et dangereux, guerres à répétition et persécutions occidentales sur de multiples peuples, guerre contre les enfants retirés abusivement à leurs parents protecteurs, pédocriminalité des élites cocaïnomanes adeptes des sacrifices humains, avortements massifs en vue de l'exploitation des matières organiques, idéologie du changement illusoire de sexe, héritage des pratiques médicales multiséculaires les plus barbares de castration des esclaves rendus eunuques et stériles, drogues multiples et armes biochimiques ou encore psychotroniques...

À ce jour, notre République est utilisée à des fins totalement destructrices par des bandes criminelles organisées de menteurs, voleurs et tueurs, au service des intérêts de puissances étrangères et au dépens de toute la population française.

L'exclusion du travail des non-injectés, soignants, pompiers, gendarmes, enseignants et autres professionnels constitue, avec la visibilité de plus en plus massive des effets secondaires des faux vaccins vrais poisons, deux symptômes majeurs pour un diagnostic limpide : la V^{ème} République est morte et le peuple de France est confronté à cet immense défi : comment se débarrasser des gangsters qui donnent des ordres illégaux à l'ensemble des agents de l'État ?

Les promoteurs prétendent « scientifiques » d'une réduction des populations sont des handicapés de l'intelligence du cœur et leurs actions de sociopathes de plus en plus violentes doivent être arrêtées.

La population en état de choc traumatique face aux attaques totalitaires subies depuis 2020 est désormais en train de s'éveiller aux plus dures réalités de ce monde et, dans le même temps, peut prendre conscience que « nous sommes les plus nombreux », que « nous disposons de toute la puissance du Verbe connecté au vortex de l'intelligence collective du cœur » et que « nous avons le pouvoir collectif de créer le schéma de rupture indispensable à notre survie », face aux plus ignobles personnages publics que nous avons eu à connaître depuis plusieurs décennies. La Bête Immonde que nous croyions avoir écrasée en 1945 est toujours vivante.

Entre le 29 mai 2005 et le 4 février 2008, la France a été violée, en réunion, par le personnel de direction des institutions de la République, gouvernement et parlement confondus. Et la République est morte. Et maintenue artificiellement en vie, car formellement putative et illégale depuis ce 4 février 2008, où le Congrès a permis, par un changement constitutionnel, la ratification du Traité de Lisbonne, pourtant refusé sous la forme antérieure du Traité de Rome II (TECE) par plus de 54% des électeurs le 29 mai 2005.

Comment allons-nous faire pour débrancher définitivement la Vème République, arrêter les criminels et « revenir à l'État de Droit par une période de légalité transitionnelle ? »

Nous avons pour cela deux puissances : celle du verbe et celle des armes. Armes qui, précisément, sont détenues par les seuls agents de l'ordre public : douaniers, gendarmes, policiers et militaires, en oubliant les chasseurs...

Car, comme tous les autres agents de l'État, ils sont soumis au devoir de désobéissance à des ordres manifestement illégaux et « de nature à compromettre gravement un intérêt public. »

Le pouvoir de chaque citoyen est donc désormais d'interpeller avec diplomatie et dans la paix du cœur chaque agent de l'État français, du simple agent d'accueil en préfecture aux officiers de gendarmerie, aux préfets ou aux diplomates, à l' élu local ou au médecin de l'hôpital public, avec cette question : quels choix faites-vous ? Continuer à obéir à des ordres qui sont manifestement illégaux et contribuent à détruire la société, à blesser et tuer vos compatriotes empoisonnés par des injections forcées ou assumer vos responsabilités d'être humain et de fonctionnaire de l'État en charge de protéger la population ? Quelles perspectives s'ouvrent à vous ? Faire respecter des lois dictées par des gangsters qui vous manipulent ou vous retrouver demain devant un tribunal d'exception pour ne pas avoir désobéi et ainsi avoir participé à un génocide planétaire alors que votre devoir était de désobéir ?

Je ne doute pas un seul instant qu'une large majorité de citoyens comprendra l'absolue nécessité d'un schéma de rupture ouvrant une période de légalité transitionnelle et un changement de régime politique et qu'ainsi les agents de l'ordre public assumeront leurs responsabilités en procédant à la mise en sécurité des gangsters, aux fins de leur éviter d'être lynchés sur la place publique.